



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Cour d'appel de Lyon
Service administratif régional judiciaire**

REGLEMENT DE CONSULTATION

**Marché de prestation de transport de corps dans le cadre d'une autopsie ou
de tout examen prescrit par l'autorité judiciaire, pour le ressort des cours
d'appel de Lyon, Riom, Grenoble et Chambéry**
(Articles L.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique)

SARLY_AOO_2025_00008



DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :

[17 juillet 2025 à 12h00](#)

1 - Identification des organes du marché

Le pouvoir adjudicateur est l'Etat, ministère de la Justice, représenté en l'espèce par :

- **cour d'appel de Lyon** – 1 rue du Palais de Justice - 69321 Lyon Cedex 5, représentée par Madame la Première présidente et Madame le Procureur général près la cour d'appel de Lyon (article R312-67 du code de l'organisation judiciaire) ;
- **cour d'appel de Riom** – 2 boulevard Chancelier de l'Hospital – 63200 Riom, représentée par Madame la Première présidente et Madame le Procureur général près la cour d'appel de Riom (article R312-67 du code de l'organisation judiciaire) ;
- **cour d'appel de Grenoble** – place Firmin Gautier- 38000 Grenoble, représentée par Monsieur le Premier président et Monsieur le Procureur général près la cour d'appel de Grenoble (article R312-67 du code de l'organisation judiciaire) ;
- **cour d'appel de Chambéry** – place du palais de justice – 73000 Chambéry, représenté par Madame la Première présidente et Madame le Procureur général près la cour d'appel de Chambéry (article R312-67 du code de l'organisation judiciaire).

Conformément aux articles L.2113-6 et -7 du code de la commande publique, une convention a été passée aux fins de constitution d'un groupement de commande sous la dénomination **Groupement Transports de corps des cours d'appel de Lyon/Riom/Grenoble/Chambéry**. Ce groupement est composé des unités opérationnelles des cours d'appel de Riom, Grenoble et de Chambéry et de la cour d'appel de Lyon en ses qualités d'unité opérationnelle et de responsable de budget opérationnel de programme.

Le titulaire est le prestataire qui conclut le marché avec l'Etat. Il désignera, dès la notification du marché, une ou plusieurs personnes physiques ayant qualité pour le représenter vis à vis de la personne publique. Cette personne sera l'interlocuteur privilégié du Responsable du Suivi de l'Exécution du Marché (RSEM) ; elle sera présente sur site à la demande de ce dernier.

2 - Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet :

- **les prestations de transport de corps** à visage découvert dans le cadre des autopsies ou de tout examen prescrit par les autorités judiciaires pour l'ensemble des services judiciaires relevant des ressorts des cours d'appel de Lyon, Riom, Grenoble et Chambéry ;
- **à titre optionnel, les prestations de conservation des corps en chambre funéraire** dans l'attente de leur prise en charge par l'institut médico-légal compétent, voire a posteriori de l'autopsie ou de l'examen de corps, dans le cadre des autopsies ou examens de corps prescrits par les autorités judiciaires pour l'ensemble des services judiciaires des cours d'appel de Lyon, Riom, Grenoble et Chambéry.

Textes sur la base desquels le marché est passé.

Le présent marché est un marché de services, lancé selon la procédure de l'appel d'offre ouvert en vertu des articles [L.2124-2](#) et [R.2161-2 à R.2161-5](#) du code de la commande publique. Il prend la forme d'un marché à bons de commande.

2-1 – Allotissement :

Le présent marché est alloté en **16 lots géographiques calqués sur les départements**, dans le cadre desquels un ou plusieurs tribunaux judiciaires ont leur ressort de compétence territoriale.

Les 16 lots se déclinent comme suit :

N° de lot	Zone géographique couverte	Estimation du montant HT pour les 4 ans du marché	Montant maximum HT pour les 4 ans du marché
1	Département de l'Ain (01)	430 000	1 290 000
2	Département de la Loire (42)	350 000	1 050 000
3	Département du Rhône (69)	1 200 000	3 600 000
4	Département de l'Allier (03)	150 000	450 000
5	Département du Cantal (15) – secteur d'Aurillac	200 000	600 000
6	Département du Cantal (15) – secteur de Saint-Flour	157 000	470 000
7	Département de la Haute-Loire (43)	130 000	390 000
8	Département du Puy-de-Dôme (63)	150 000	450 000
9	Département de la Drôme (26)	780 000	2 330 000
10	Département de l'Isère (38) – Arrondissements de Bourgoin-Jallieu et de Vienne	610 000	1 830 000
11	Département de l'Isère (38) – Arrondissement de Grenoble	450 000	1 350 000
12	Département des Hautes Alpes (05) - secteur de Gap	207 000	620 000
13	Département des Hautes Alpes (05) - secteur de Briançon	184 000	600 000
14	Département de la Savoie (73)	166 000	498 000
15	Département de la Haute-Savoie (74) – Arrondissements d'Annecy et Bonneville	211 000	633 000
16	Département de la Haute-Savoie (74) – Arrondissement de Thonon-les-Bains	157 000	471 000

Les prestations comprennent, quel que soit le lieu :

- ⇒ la prise en charge du corps en l'état et son transport dans un véhicule spécialisé, jusqu'à sa remise, à l'Institut Médico-Légal (IML) ;
- ⇒ la conservation du corps dans une chambre funéraire en dehors des heures d'ouverture de l'IML et en cas de nécessité absolue dûment autorisée préalablement par l'OPJ requérant ;
- ⇒ le transport après l'autopsie, qui permet de rapatrier le corps du défunt vers son lieu de découverte ou lieu proche ;
- ⇒ la fourniture d'une housse biodégradable ;
- ⇒ le personnel et le matériel nécessaires au transport.

Les prestations sont décrites au sein de l'acte d'engagement propre à chacun des lots.

2-2 - Type de marché :

Le présent marché est un marché de services.

Code de catégorie de services : 2 « Services de transports terrestres, y compris les services de véhicules blindés et les services de courrier ».

Classification code CPV (vocabulaire commun marchés publics) : 98371200-6 « Services de pompes funèbres »

Classification **code GM** (groupe de marchandises) : 44.03.05 « Services et fournitures funéraires »

2-3 - Durée du marché :

Le marché est conclu pour une période ferme du 1^{er} janvier au 31 décembre 2026.

Il est renouvelable annuellement par tacite reconduction, à trois reprises (périodes du 1^{er} janvier au 31 décembre 2027, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2028, et du 1^{er} janvier au 31 décembre 2029), sur décision tacite du représentant du pouvoir adjudicateur, sans que la durée totale du marché, reconductions comprises, puisse excéder le **31 décembre 2029**.

Dans tous les cas, le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

S'ils décident de ne pas reconduire le marché, les représentants du pouvoir adjudicateur se prononceront par écrit au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de la période considérée.

3 - Conditions de la consultation

3-1 - Mode d'appel à la concurrence :

La présente consultation est conduite en référence aux articles [L.2124-2](#) et [R.2161-2 à R.2161-5](#) et suivants du code de la commande publique relatifs à la procédure de l'appel d'offres ouvert.

3-2 - Allotissement :

Les soumissionnaires ont la faculté de répondre sur un ou plusieurs lots géographiques, correspondant en l'espèce aux départements qu'ils s'engagent à couvrir, **dans leur intégralité**, au titre du présent marché.

Chaque lot pourra faire l'objet d'une multi-attribution : **3 titulaires par lot maximum**

3-3 - Délai de validité des offres :

Le délai de validité des offres est de **cent vingt jours** (120 jours), à compter de la date limite de réception des offres mentionnée en première page du présent document.

3-4 - Pièces constitutives du dossier de consultation :

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- Le présent **règlement de la consultation** (RC) ;
- Le ou les **actes d'engagement** (AE) valant cahier des clauses administratives et techniques particulières (CCATP) dont les exemplaires originaux conservés dans les archives de l'administration font seuls foi ;
- **les annexes à l'accord-cadre** à savoir :
 - Le cadre du mémoire technique - annexe 1
 - La liste des juridictions - annexe 2
 - Le bon de commande type - annexe 3

- Le formulaire d'attestation de service fait - annexe 4
- Le formulaire de suivi d'exécution - annexe 5
- La liste des communes relevant des lots 5 et 6 (Cantal) : annexe 6
- La liste des communes relevant des lots 12 et 13 (Hautes-Alpes) : annexe 7
- La clause RFAR – annexe 8

3-5 - Langue à utiliser dans l'offre :

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature ou de l'offre, doivent être rédigés en langue française.

3-6 - Modifications de détail au dossier de consultation :

Des modifications de détail pourront être apportées au plus tard **six (6) jours** avant la date limite fixée pour la remise de l'offre, les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

4 - Présentation des candidatures et des offres

L'offre du soumissionnaire comprendra les pièces suivantes :

4-1 - Pour le dossier « candidature » :

Par souci de simplification, **un seul dossier de candidature** est à fournir, même si le soumissionnaire candidate sur plusieurs lots.

Le candidat veillera cependant à bien préciser dans le cadre de celui-ci le(s) lot(s) pour le(s) quel(s) il soumissionne.

Situation juridique - références requises :

- un **dossier de candidature** contenant les pièces relatives à la situation du prestataire et les pièces permettant une évaluation de la **capacité économique, financière et technique** requise en vue de la sélection des candidatures (articles R 2143-3 et suivants du code de la commande publique)

En application de l'article R 2143-4 du CCP, **les candidatures peuvent être présentées sous forme de d'un document unique de marché européen (DUME)** en lieu et place des imprimés DC1 et DC2 du ministère de l'Economie et des Finances, établi selon le modèle fixé par le règlement de la Commission européenne. Ce document sera rédigé en français. Le DUME doit être adressé par voie électronique.

Le modèle de lettre de candidature, sous la forme de l'imprimé préconisé DC1, est disponible sur le site internet du ministère chargé de l'économie à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

- **Si le signataire n'est pas un représentant légal de l'opérateur économique, le dossier doit comporter le pouvoir lui donnant la capacité de signer et d'engager l'entreprise ;**

- **La déclaration sur l'honneur**, en application de l'article R2143-3_1° du code de la commande

publique, de ne pas remplir les conditions fixées par les articles L2141-1 à L2141-5 du code de la commande publique relatifs aux exclusions de plein droit de la procédure de passation des marchés publics à savoir :

- a) Ne pas avoir l'objet, depuis au moins cinq ans à compter du dépôt de la candidature, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-34 à 222-40, 225-4-1, 225-4-7, 313-1, 313-3, 314-1, 324-1, 324-5, 324-6, 421-1 à 421-2-4, 421-5, 432-10, 432-11, 432-12 à 432-16, 433-1, 433-2, 434-9, 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 à 445-2-1 ou 450-1 du **code pénal**, aux articles 1741 à 1743, 1746 et 1747 du **code général des impôts**, ou pour recel de telles infractions, ainsi que pour les infractions équivalentes prévues par la législation d'un autre Etat membre de l'Union européenne ;
- b) Pour les personnes qui ont fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L.8221-1 à L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8251-11, L.8221-8, L.8231-1, L.8241-1 et L.8241-2 du **code du travail** ;
- c) Avoir souscrit les déclarations leur incombant en matière fiscale ou sociale ou n'ont pas acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles ;
- d) Ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce ou faisant l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
Ne pas faire l'objet, à la date à laquelle l'acheteur se prononce sur la recevabilité de leur candidature, d'une mesure de faillite personnelle ou d'une interdiction de gérer en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du code de commerce, ou d'une mesure équivalente prévue par un droit étranger ;
- e) Ne pas avoir fait l'objet d'une mesure d'exclusion des contrats administratifs en vertu d'une décision administrative prise en application de l'article L. 8272-4 du code du travail.

Capacité économique et financière sous la forme de l'imprimé préconisé DC2 disponible sur le site internet du ministère chargé de l'économie à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

- le chiffre d'affaires global des trois (3) dernières années en précisant la part concernant les prestations de transport de corps, objet du présent marché ;

Capacité professionnelle et technique :

- les renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles et techniques du candidat : **copie de l'habilitation au transport mortuaire délivrée par la préfecture.**

4-2 - Pour le dossier « offre » :

- **L'acte d'engagement** complété, daté et signé par le représentant habilité à engager le candidat.
- **Un mémoire technique** dont la présentation devra impérativement correspondre au cadre de réponse communiqué en annexe 1, **déclinant les critères et sous-critères décrits au point 6**, et précisant les éléments suivants :

- L'organisation proposée pour la prise en charge et l'exécution des prestations
- Les effectifs et les moyens matériels et techniques à disposition
- L'organisation des permanences et le respect des délais.

L'attention des candidats est attirée sur les points suivants :

- Le mémoire technique ne pourra excéder **25 pages maximum annexes incluses** ;
- Le nombre d'annexes n'est pas restreint sous couvert du nombre total de pages à ne pas dépasser, tel que mentionné supra ;
- La taille de police de caractère minimale devra être de **11**.

→ **Le non-respect de cette exigence rend l'offre irrégulière au sens de l'article L.2152-1 du code de la commande publique.**

► **Un relevé d'identité bancaire**

► **S'il candidate pour plusieurs lots**, l'opérateur économique **fournit chacun des éléments relatifs à l'offre pour chaque lot** (pour rappel, le dossier de candidature reste unique).

4-3 - Format des fichiers :

Les **formats acceptés** sont les suivants : *pdf, doc, xls ouxlsx, odt ou odtx, ods*

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, .exe, .com, .scr, etc... ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts, etc...

4-4 – Horodatage :

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite est considéré comme hors délai.

5 - Conditions d'envoi ou de remise des candidatures et des offres

Le candidat doit transmettre sa candidature et son offre par voie électronique.

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est téléchargeable sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) à l'adresse : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome> sous la référence **SARLY_AOO_2025_00008**

Les propositions devront parvenir avant la date et l'heure indiquées en page de garde du présent document, terme de rigueur, **soit pour le jeudi 17 juillet 2025 à 12h00.**

Les candidatures reçues hors délai seront éliminées (article R 2143-3 du code de la commande publique).

Ils disposent notamment de documents disponibles sur le site :

- ♦ Du manuel d'utilisation ;
- ♦ Des conditions générales d'utilisation ;
- ♦ Des prérequis techniques.

Ces documents décrivant l'utilisation du site « marches-publics.gouv.fr » font partie intégrante du règlement de consultation.

Remarque préalable :

Le soumissionnaire doit se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation,

disponibles sur le site www.marches-publics.gouv.fr pour toute action sur ledit site.

► Modification apportée au Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) :

Toute modification du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE), fait l'objet d'un envoi automatique de message électronique à l'adresse électronique qui a été indiquée lors du téléchargement du dossier.

Il est donc nécessaire de vérifier très régulièrement les messages reçus sur cette adresse.

La responsabilité de l'acheteur public ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée ou s'il n'a pas consulté ses messages de façon régulière.

► Questions posées sur le cahier des charges :

Les soumissionnaires ont la possibilité de poser des questions à la personne publique. Celles-ci doivent être posées **par écrit via la PLACE**. Les réponses seront portées par ce biais à la connaissance de tous les candidats qui se seront inscrits sur cette plateforme. Il ne sera répondu à aucune question oralement.

Pour tout renseignement d'ordre administratif et/ou technique, il est rappelé à l'attention des candidats que :

- **les questions doivent être posées au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite de réception des offres** (soit jusqu'au 7 juillet 2025 à 12h00), **via la Plateforme des achats de l'Etat :** <https://www.marches-publics.gouv.fr> ;

- **les réponses seront portées par ce biais à la connaissance de tous les candidats** qui se seront inscrits sur cette plateforme, **au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres**, (soit le 11 juillet 2025 à 12h00).

► Modalités de signature électronique

Chaque document à signer doit être signé individuellement.

Un dossier compressé signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Quel que soit le format du dossier compressé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

• Définitions :

« **signature électronique** » : désigne des données cryptées sous forme électronique, jointes ou liées logiquement à d'autres données électroniques et satisfaisant aux exigences posées par les articles 1316 à 1316-4 du code civil :

- Pouvoir identifier la personne dont émane l'écrit électronique au moyen d'un procédé fiable
- L'écrit électronique doit avoir été créé dans des conditions de nature à en garantir l'intégrité
- L'écrit électronique doit être conservé dans des conditions de nature à en garantir l'intégrité
- Un procédé fiable doit permettre de garantir le lien de la signature électronique avec l'acte auquel elle s'attache.

« **certificat électronique de signature** » : désigne un document sous forme électronique attestant du lien entre les données de vérification de signature électronique et un utilisateur.

« **chiffrement** » : désigne la technique permettant de transformer un message en clair en un message inintelligible afin de garantir sa confidentialité. Le certificat de chiffrement est fourni par la plateforme dont l'adresse est mentionnée ci-dessus, et mis à disposition automatiquement lors du dépôt de l'offre.

Signature électronique obligatoire des documents.

Les obligations relatives à la signature électronique sont les suivantes :

- Chaque document à signer doit être signé de façon individuelle.
- Le certificat de signature doit être référencé par un tiers agréé pour les procédures de marchés publics à l'adresse suivante : <http://www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats/>
[La liste nationale de confiance | ANSSI](#)

Le certificat ne doit pas avoir été révoqué à la date de signature du document.

- Le certificat ne doit pas être arrivé à expiration à la date de signature du document.
- Le certificat doit être établi au nom d'une personne physique habilitée à engager la société.

Si une société souhaite vérifier la signature d'un document, elle peut utiliser l'outil de vérification de signature fourni par la plate-forme dans la rubrique **"aide / outils informatiques"**.

La signature d'un fichier compressé (ZIP) ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Il est précisé qu'une signature scannée ne constitue pas une signature électronique.

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électronique peuvent être obtenus :

- Dans PLACE (guide d'utilisation - utilisateur entreprise) ;
- Dans le guide « très pratique » sur la dématérialisation des marchés publics (version opérateurs économiques) disponible sur le site internet de la Direction des Affaires juridiques des ministères économiques et financiers : [Guide OE DEF28052020.pdf](#)

En application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le signataire doit respecter les conditions relatives :

1. Au certificat de signature électronique ;
2. A l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »).

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n°910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

- La signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3) ;
- La signature électronique qualifiée (niveau 4).

1er cas : certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié et répondant aux exigences du règlement européen eIDAS.

Un prestataire de service de confiance qualifié est un prestataire qui fournit un ou des services de confiance qualifiés et a obtenu le statut qualifié de l'organe chargé du contrôle (article 3.20 du règlement eIDAS). Des listes de prestataires de confiance sont disponibles :

- Sur le site de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) ;
- Sur le site de la commission européenne : <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/cef-esignature-trusted-list-browser-now-available>.

Lorsque le signataire utilise un certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement européen eIDAS et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur de l'acheteur, aucun justificatif n'est à fournir sur la procédure de vérification de la signature électronique.

2ème cas : certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes du règlement européen eIDAS et notamment celles de son annexe I.

Le signataire remet lors du dépôt du document signé le mode d'emploi et tous les éléments nécessaires permettant de procéder gratuitement à la vérification de la validité de la signature électronique, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, notamment, le cas échéant, une notice d'explication en

français.

Les frais éventuels d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des candidats.

Un certificat qualifié de signature électronique délivré en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics (certificat conforme au référentiel général de sécurité « RGS ») reste utilisable jusqu'au terme de sa validité.

► Exigences relatives à l'outil de signature.

Le signataire utilise l'outil de signature électronique de son choix (logiciel, service en ligne à l'instar du profil d'acheteur de l'acheteur, parapheur électronique, etc.) pour apposer la signature avec le certificat utilisé. L'outil est conforme aux formats réglementaires (XAdES, CADES ou PAdES) et doit produire des jetons de signature.

S'il utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, cet outil doit être conforme aux exigences du règlement européen eIDAS et notamment celles fixées à son annexe II. Le signataire doit transmettre le mode d'emploi permettant à l'acheteur de procéder aux vérifications nécessaires.

Quel que soient l'outil utilisé, celui-ci ne doit ni modifier le document signé ni porter atteinte à son intégrité.

Le signataire, titulaire du certificat de signature, doit avoir le pouvoir d'engager la société. Il peut s'agir soit du représentant légal de la société soit d'une personne qui dispose d'une délégation de signature.

Dans la situation d'un groupement d'opérateurs économiques, soit tous les membres du groupement signent, soit le mandataire qui doit justifier des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

Rappel :

- Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

► Anti-virus :

Le soumissionnaire s'assurera avant la constitution de son pli que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

Tout fichier constitutif de la candidature ou de l'offre devra être traité préalablement par le soumissionnaire par un anti-virus. En effet, la réception de tout fichier contenant un virus entraîne l'irrecevabilité de la candidature ou de l'offre.

Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant pas été reçu, le soumissionnaire en sera averti grâce aux renseignements saisis lors de son identification.

► Copie de sauvegarde :

Le dépôt d'une copie de sauvegarde n'est pas obligatoire mais recommandé.

Conformément à l'article R 2132-11 du code de commande publique, une copie de sauvegarde peut être adressée dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres. Cette copie,

transmise de préférence sur support physique électronique (clé USB), doit contenir les mêmes éléments que ceux attendus au titre de la candidature et de l'offre.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 7 de l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des marchés publics :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.
- Lorsqu'une offre a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue dans les délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais et identifiée comme telle.

Les candidats qui effectuent à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique, doivent faire parvenir cette copie **avant la date limite de remise des plis**.

Si les candidats ont fait parvenir, dans les délais impartis, une copie de sauvegarde en s'assurant que les documents soient signés, elle peut être ouverte en lieu et place du pli électronique.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant les mentions suivantes :

« AOO Transports de corps - intercourrs d'appel de Lyon- Riom-Grenoble-Chambéry – lot n°X – copie de sauvegarde - ne pas ouvrir ».

Seuls peuvent être ouverts les plis reçus au plus tard à la date et à l'heure fixées ci-dessus. Les plis et copies de sauvegarde remis ou reçus postérieurement seront déclarés irrecevables et ne seront pas ouverts.

Si la voie postale est privilégiée, la copie de sauvegarde devra être adressée par courrier à la cour d'appel concernée par le lot, dont les adresses sont les suivantes :

COUR D'APPEL DE LYON

Service Administratif Régional
Cellule des marchés publics
35 rue Saint-Jean CS 50029
69321 LYON cedex 05

COUR D'APPEL DE RIOM

Service Administratif Régional
Pôle budgétaire
2, Boulevard Chancelier de l'Hospital
63200 RIOM

COUR D'APPEL DE GRENOBLE

Service Administratif Régional
Bureau des marchés publics
10, rue d'Arménie
38000 GRENOBLE

COUR D'APPEL DE CHAMBERY

Service Administratif Régional
Pôle budgétaire

Adresse postale :

Place du palais
73038 CHAMBERY Cedex

Adresse physique :

12 Bd de la Colonne
73000 CHAMBERY

Si un dépôt en en main propre de la copie de sauvegarde contre récépissé est privilégié, celui-ci s'effectuera à la même adresse, du lundi au vendredi de **9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00**, et au plus tard le **jeudi 17 juillet 2025 à 12h00**.

La copie de sauvegarde ouverte est conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions des articles R.2184-12 et R.2184-13 du code de la commande publique. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite.

► Gestion des réceptions de plis hors délais :

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés ; tout pli qui parviendrait au-delà de la date et de l'heure limite de dépôt telles qu'indiquées dans l'en-tête du présent RPC ou de l'Avis d'Appel Public à la Concurrence (AAPC), sera considéré comme hors délai.

► Double envoi :

L'Administration ouvre au candidat la possibilité de faire parvenir à l'Administration, dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres, une copie de sauvegarde sur un support physique électronique ou sur un support papier, placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde ».

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- En cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- En cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait été réalisée avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si un programme informatique malveillant est détecté, la copie de sauvegarde sur support électronique est écartée par l'acheteur.

6- Critères de jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles R.2152-6 et suivants du code de la commande publique.

La personne publique attribuera le marché, au soumissionnaire présentant l'offre jugée économiquement la plus avantageuse, au regard des critères et sous-critères d'attribution énoncés ci-après, avec la pondération suivante :

► Pour chaque lot :

1. Les prix indiqués dans l'acte d'engagement : 60 %, se déclinant comme suit :

► Prix unitaires de la prestation par tranches kilométriques, de la conservation du corps en chambre funéraire : **35%**

► Pourcentage de majoration cumulé, exprimé aux postes 12 à 14 du bordereau de prix, en fonction de la période (nuit, dimanche et jours fériés) : **15 %**

► Prix de la housse : **10%**

Méthode de notation du critère financier.

La note attribuée à chaque prix sera calculée de la manière suivante :

Le candidat qui aura proposé le prix le plus bas bénéficiera d'une note égale à 60 sur le critère Prix si cette offre n'est pas considérée comme anormalement basse.

Les autres offres seront notées suivant la formule suivante : **$N = (\text{prix le plus bas} / \text{prix proposé par le candidat}) \times 60$**

Les variantes ne sont pas autorisées.

2. La valeur technique de l'offre : 40 %, se déclinant comme suit :

► **L'organisation proposée pour la prise en charge et l'exécution des prestations : 10 %**
se déclinant comme suit :

Présentation de l'entreprise, implantation géographique, modalités de réception et de prise en charge des réquisitions, circuit et moyens de communication, nombre de chambres funéraires et leur localisation, respect du droit des familles.

► **Les moyens : 15% :**

Effectifs de personnels affectés aux prestations du marché y compris l'encadrement et les moyens techniques et matériels à disposition ;

Véhicules équipés pour le type de transports visés dans le présent marché, notamment leur nombre, conformité, entretien, etc ...

Respect du transport direct à l'IML, retour du corps en chambre funéraire la plus proche ou celle choisie par la famille, étiquetage du corps.

► **L'organisation des permanences et la réactivité : 15% :**

Garantie de la continuité de service (organisation des permanences de nuit, les samedis, dimanches et jours fériés, ligne dédiée à la permanence, centre d'appel), garantie du respect des délais d'intervention.

La notation du critère technique sera issue de l'analyse des éléments indiqués dans le cadre de réponse (mémoire technique) fourni dans le DCE et complété par le soumissionnaire dans la remise de son offre.

• Chaque lot pourra faire l'objet d'une multi-attribution : **3 titulaires maximum pour l'ensemble des lots.**

Classés par ordre de rang en fonction de la notation de leur offre, le mieux disant étant affecté au rang N° 1.

Si le nombre des offres transmises est inférieur à 3 par lot ou si certaines des offres se révèlent inappropriées, irrégulières ou inacceptables, la personne publique se réserve la possibilité de n'attribuer le marché qu'à 2 ou à un seul soumissionnaire par lot.

NB :

Chaque lot ne pourra toutefois être attribué aux candidats dont l'offre aura été retenue, que si chacun d'eux produit dans le délai imparti par l'administration, les documents prévus aux articles R 2143-6 et suivants ainsi que R2144-1 et suivants du code de la commande publique.

Dans le cas où l'un des candidats ne pourrait produire ces documents dans le délai imparti, son offre serait rejetée et le candidat éliminé.

7- Renseignements complémentaires

Pour tous renseignements complémentaires, une demande explicite devra en être formulée par écrit sur la plate-forme des achats de l'Etat-PLACE ; l'administration regroupera les réponses aux différentes questions et les transmettra, dans les mêmes termes à tous les soumissionnaires concernés, au plus tard six jours avant la date limite pour la réception des offres.

Instance chargée de recours dans le cadre d'un contentieux administratif :

Tribunal administratif de Lyon
Adresse : 184, rue Duguesclin – 69003 LYON
Téléphone : 04 87 63 50 00
Télécopie : 04 87 63 52 50
Courriel : greffe.ta-lyon@juradm.fr
Site internet : <https://lyon.tribunal-administratif.fr>

8 Article X – CLAUSE DIVERSITE EGALITE

Le ministère de la Justice est engagé dans une démarche de promotion de la diversité et de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. A ce titre, il est attentif dans le choix de ses contractants comme dans la réalisation des prestations, au respect des dispositions législatives et réglementaires en la matière.

En application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, le titulaire doit s'engager, au titre de l'exécution du marché, dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de ses pratiques sociales en matière de prévention des discriminations, ainsi que de promotion de l'égalité des chances et de la diversité, notamment l'égalité entre les femmes et les hommes (éga-conditionnalité).

La promotion de la diversité s'entend comme l'ensemble des moyens permettant de garantir l'égalité réelle de traitement entre tous les individus dans le domaine de l'emploi, indépendamment de leurs différences. Elle regroupe des actions de lutte contre les discriminations et de promotion de l'égalité des chances ».

La prise en compte de l'égalité femmes-hommes doit être limitée aux prestations qui font l'objet du marché et aux moyens humains affectés à l'exécution des prestations dudit contrat. Dès lors, l'attributaire doit impérativement renseigner le questionnaire disponible via le lien ci-dessous, avant la date de notification du marché :

[https://s1.sphinxonline.net/surveyserver/s/ENQUETES-
JUSTICE/Diversite_Discriminations_Egalite_2021/questionnaire.htm](https://s1.sphinxonline.net/surveyserver/s/ENQUETES-JUSTICE/Diversite_Discriminations_Egalite_2021/questionnaire.htm)

Le questionnaire devra également être complété **2 mois avant la date de fin du marché**. Les pénalités afférentes aux obligations liées à cette clause sont détaillées à l'article 10-1 de l'acte d'engagement valant cahier des clauses administratives et techniques particulières.